

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

La Coordination rurale en ordre de bataille

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

04.09.18

Coordination rurale

chambre d'agriculture



Bernard Lannes, le président de la Coordination rurale qui faisait sa conférence de rentrée ce 4 septembre 2018 à Paris. © A. Cardinaux/GFA

Le deuxième syndicat agricole espère conquérir de nouvelles chambres d'agriculture en 2019 et « rééquilibrer le paysage syndical ».

C'est animée d'un esprit de conquête que la Coordination rurale a tenu sa conférence de rentrée ce mardi 4 septembre 2018, à Paris. Avec un discours « rabâchant les mêmes fondamentaux depuis 25 ans », une présence dans les instances nationales, un score en hausse lors des dernières élections, des « bilans positifs » des quatre chambres d'agriculture qu'elle dirige (1) ou codirige (2), une participation active quoique minoritaire dans les autres, la CR estime être aujourd'hui un syndicat « mature ». Entendre : mûr pour la conquête de nouvelles chambres.

Au service des agriculteurs

Son président a un mot d'ordre : refaire des chambres un « outil de proximité au service des agriculteurs ». En défendant la proximité, le syndicat refuse la « régionalisation à marche forcée » : « Oui à la mutualisation de moyens techniques, non à l'éloignement de la gouvernance », précise Bernard Lannes, son président.

Et d'illustrer : « Certains projets, par exemple pour la création de retenues d'eau, ne peuvent être défendus qu'à l'échelon local ou départemental. » Quand elle parle de service, la Coordination rurale ne « veut plus que pour avoir accès à un conseil juridique, il faille [dans certaines chambres, NDLR] prendre la carte d'un syndicat ».

Accompagner chacun

« On ne peut pas laisser des agriculteurs sans solution ou sans accompagnement », renchérit Véronique Le Floch, secrétaire nationale. Exemple : « Un agriculteur qui subit un périmètre de captage et qu'on n'accompagne pas est un agriculteur qu'on aide à quitter le métier, alors qu'il n'en a pas forcément l'âge. Ces agriculteurs ont leur place et on doit leur trouver des solutions ! »

Pas de « contrat de soumission »

Au-delà de la maîtrise des chambres d'agriculture, l'autre objectif de ces élections consiste à « rééquilibrer le paysage syndical ». Une partie se joue déjà dans la conquête des chambres, qui permet de peser davantage dans l'APCA (Assemblée permanente des chambres d'agriculture, réunissant les présidents de chambre). L'autre se joue dans le score national.

« Les politiques parlent à la tête qui dépasse », résume Bernard Lannes. Et celle qui dépasse aujourd'hui, celle de la FNSEA, porte un discours qui le dérange. Au point qu'il qualifie son « contrat de solutions » de « contrat de soumission ». Une menace de plus pour la « liberté d'entreprendre » des agriculteurs, à qui il est toujours demandé de « s'adapter », quitte à « bouffer son voisin » et « s'endetter », critiquent les élus de la Coordination rurale.

Rendez-vous en décembre

Le congrès national du syndicat, qui aura lieu les 5 et 6 décembre à Vannes, sera l'occasion de lancer formellement la campagne électorale, en rabâchant une fois de plus son leitmotiv : « Des prix rémunérateurs à la sortie de la ferme. »

Béregère Lafeuille

(1) Calvados, Charentes, Lot-et-Garonne.

(2) Puy-de-Dôme, avec la Confédération paysanne.